Marché publics

Seuils de procédures et de publicités du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025 (montants HT)

Fourniture & services

Autorités publiques centrales¹		0 €	40 000 €	90 000 €	143 000 €
Publicité	Règles du guide de procédures de la DGEFP ²	Libre ou adaptée	BOAMP ou SHAL ³	BOAMP + JOUE	
Forme	Gré à gré	MAPA		Procédure formalisée	
Autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense / Collectivités territoriales & leurs établissements / groupements		0 €	40 000 €	90 000 €	221 000 €
Publicité	Règles du guide de procédures de la DGEFP ²	Libre ou adaptée	BOAMP ou SHAL ³	BOAMP + JOUE	
Forme	Gré à gré	MAPA		Procédure formalisée	
Opérateurs de réseaux		0 €	40 000 €	90 000 €	443 000 €
Publicité	Règles du guide de procédures de la DGEFP ²	Libre ou adaptée	BOAMP ou SHAL ³	BOAMP + JOUE	
Forme	Gré à gré	MAPA		Procédure formalisée	
Services sociaux & spécifiques		0 €	40 000 €		750 000 € (1 000 000 € pour les opérateurs de réseaux)
Publicité	Règles du guide de procédures de la DGEFP ²	Libre ou adaptée		JOUE	
Forme	Gré à gré	MAPA			

Cas des personnes morales de droit privé soumises à la commande publique**1. Cas des personnes morales de droit privé poursuivant une mission d'intérêt général**

Pour qualifier une entité de pouvoir adjudicateur, les directives européennes relatives à la commande publique ne tiennent pas compte de la nature de la personne morale au sens du droit interne. En effet, le statut de la personne morale (publique ou privée) est indifférent pour la qualification d'organisme de droit public et donc de pouvoir adjudicateur au sens de ces directives. Ainsi, conformément aux dispositions du 2° de l'article L.1211-1 du code de la commande publique, sont des pouvoirs adjudicateurs les « personnes morales de droit privé » qui ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur.
- Les seuils à appliquer sont alors ceux du pouvoir adjudicateur mentionné en a), b) et c).

[Plus d'informations](#)**2. Cas des organismes de droit privé constitués par des pouvoirs adjudicateurs**

Le code de la commande publique s'applique aux organismes de droit privé qui ont été constitués par des pouvoirs adjudicateurs dans l'objectif de réaliser certaines activités en commun. On peut notamment y rassembler les groupements et associations formés par un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs ou un ou plusieurs organismes de droit public.

[Plus d'informations](#)

¹ Les autorités publiques centrales mentionnées aux articles R. 2131-4, R. 2161-9, R. 2161-16 et R. 2162-50 du code de la commande publique sont les suivantes :

- a/ L'Etat, à l'exception des établissements du service de santé des armées ;
- b/ Les établissements publics de l'Etat autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial, à l'exception des établissements publics de santé ;
- c/ Les autorités administratives indépendantes dotées de la personnalité juridique ;
- d/ La Caisse des dépôts et consignations ;
- e/ L'ordre national de la Légion d'honneur ;
- f/ L'Union des groupements d'achats publics (UGAP) ;
- g/ La fondation Carnegie ;
- h/ La fondation Singer-Polignac

² Au regard de l'exigence de sécurisation des dépenses inhérente à une opération cofinancée par du FSE+ ou du FTJ, l'autorité de gestion a déterminé les règles suivantes en matière de procédures d'achat et de mise en concurrence :

- a/ Pour un achat inférieur à 1 000 euros HT : aucune pièce requise ;
- b/ Entre 1 000 euros et moins de 15 000 euros HT : un devis ou le résultat de comparaison des prix ;
- c/ Entre 15 000 euros et 40 000 euros HT : preuves de la consultation d'au moins 3 candidats = 3 devis (un refus de candidater de la part d'un organisme sollicité est considéré comme une offre)

³ Les SHAL sont des publications de presse imprimée ou des services de presse en ligne habilités par le préfet à publier ces annonces dans le département. La liste des SHAL dans chaque département est accessible sur le portail internet Actulégaes